



Paris, le 12 novembre 2009

Madame la sénatrice, Monsieur le sénateur,

Notre pays a cette chance extraordinaire de disposer d'un grand service public laïque d'Éducation. Il traduit notre choix républicain d'une société où tous les citoyens vivent ensemble. Mais comment pourrions-nous imaginer ce que deviendrait ce principe, sans ce tour de force de l'accueil de tous les jeunes, sans distinction, réalisé quotidiennement par notre École ?

Cette École publique, que nous aimons pour ses réussites incontestables, rencontre aussi certaines difficultés. C'est pourquoi nous souhaitons qu'elle évolue et se transforme pour s'acquitter vraiment de sa mission démocratique : faire réussir tous les jeunes, pas seulement les plus favorisés ou les plus « méritants » et leur donner un haut niveau de formation.

Pour nous, ce débat et cet effort concernent tous les citoyens car, à travers l'avenir de la jeunesse, c'est celui du pays qui se joue.

Or, au lieu de soutenir cette grande cause nationale, la politique gouvernementale continue de ne voir dans l'Éducation qu'un moyen de faire des économies. La préparation du budget 2010 en est la démonstration : 16000 nouvelles suppressions d'emplois programmées, qui s'ajoutent aux 13500 de 2009 et aux 11200 de 2008, pour atteindre un total de plus 50000 postes en 4 ans !

Tout n'est sans doute pas question que de postes en matière éducative, mais nous affirmons que rien ne pourra se faire dans cet acharnement à en supprimer toujours davantage ! Rien ne pourra se faire non plus si l'État ne cesse de se désengager de ses missions, déléguant hors de l'école ce qu'elle doit assurer pour tous.

Aussi, nous poussons cette année encore un cri d'alerte : cette politique va détériorer sur le long terme le service public d'Éducation. Elle porte tous les ingrédients pour que se développe une école à deux vitesses dans une société minée par les injustices et les inégalités.

De ce projet, notre collectif « l'Éducation est notre avenir », créé en 2008, ne veut pas ! Nous voulons pour nos enfants une politique éducative ambitieuse faisant avancer notre École publique en mettant au cœur la réussite de tous les jeunes au meilleur niveau.

Pour cela, nous demandons que d'autres choix soient faits. Nous voulons que l'on réponde aux questions de savoir quelle place on veut donner à l'Éducation dans notre pays et quel citoyen, quelle citoyenne, on veut préparer pour demain.

Notre collectif en appelle à toutes celles et tous ceux qui pensent que l'Éducation est une richesse pour notre pays, que l'avenir se joue aujourd'hui, à toutes celles et tous ceux qui refusent que la politique suivie n'entraîne encore, pour de nombreuses années, le service public d'Éducation dans l'affaiblissement. Nous n'acceptons pas que la société découvre qu'on aurait répondu à sa place, en catimini, à l'inverse de ses aspirations, à ces questions fondamentales !

Alors, Madame la députée, Monsieur le député, nous nous adressons à vous afin de savoir quelle sera votre position lors du prochain examen du projet de budget 2010 à l'Assemblée Nationale.

Lors de ces débats, chaque parlementaire, élu des citoyens, devra se prononcer sur la priorité qu'il ou elle donne à l'éducation, dans un contexte de crise où l'éducation doit plus que jamais être un investissement pour l'avenir.

C'est pourquoi, nous vous demandons de nous expliquer ce qui fondera votre vote en faveur ou en défaveur de ce projet de budget.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez agréer, Madame la sénatrice, Monsieur le sénateur, l'expression de nos salutations distinguées.

**AFL - Cé - CEMEA - CRAP-Cahiers pédagogiques - EEDF  
FAEN - FCPE - FEP-CFDT - FERC-CGT - FGPEP -  
FIDL - FOEVEN - Les FRANCAS - FSU - GFEN - ICEM-  
pédagogie Freinet - JPA - La Ligue de l'Enseignement -  
Fédération Léo Lagrange - OCCE - SGEN-CFDT - SUD  
Education - UNEF - UNL - UNSA Education**

PS : adresse pour votre réponse

FCPE

108-110 avenue Ledru-Rollin

75544 Paris cedex